

UNE PREMIÈRE ACTIVITÉ DESTINÉE AUX FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF

Séminaire « Femmes africaines, actrices majeures du développement », Ouagadougou, 5-7 mars 2003

Mme Louise Harel, présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente de l'APF; Mme Hélène Robert, députée de la section du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF; et Mme Claudette Boyer, députée de la section de l'Ontario, ont participé au séminaire « Femmes africaines, actrices majeures du développement », qui s'est déroulé à Ouagadougou (Burkina Faso), du 5 au 7 mars dernier.

L'organisation d'un séminaire à l'intention des femmes de la région Afrique avait été proposée par le Réseau des femmes parlementaires en juillet dernier à Berne, lors de la XXVIII^e Session de l'APF. L'activité a réuni une quarantaine de participantes provenant de l'Assemblée du Burkina Faso, ainsi que de quinze sections de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. Des femmes parlementaires provenant d'autres continents et d'autres sous-régions africaines ont également participé au séminaire.

Trois sous-thèmes ont été abordés en atelier par les participantes : Femmes, éducation et santé; Femmes, développement économique et environnement et Femmes, paix, démocratie et droits de l'Homme.

Au cours des ateliers, les participantes ont dégagé les priorités suivantes :

1. l'accès à la scolarisation et à l'éducation supérieure pour les filles;
2. la mobilisation à l'égard de la contamination au VIH/Sida;
3. la criminalisation de la pratique des mutilations génitales féminines;
4. la maternité/périnatalité;
5. l'intégration de l'approche genre dans les politiques et programmes environnementaux;
6. l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration des politiques économiques et budgétaires.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA) s'est imposé, au cours des ateliers, comme un plan incontournable pour aborder l'aide au développement. Il a été jugé primordial que les femmes parlementaires africaines et les institutions parlementaires auxquelles elles appartiennent, soient mises à contribution d'une manière proactive dans l'élaboration, l'application et l'évaluation de ce nouveau partenariat.

Au terme de l'atelier « Femmes, paix, démocratie et droits de l'Homme », les participantes ont décidé d'appuyer la résolution sur la Côte d'Ivoire adoptée au Bureau de Strasbourg et la déclaration sur la crise irakienne adoptée par la Commission politique à Luxembourg. Un texte exprimant au nom des participantes au séminaire de Ouagadougou, « leur ferme attachement à l'instauration de la démocratie et de la paix en Afrique et notamment dans la sous-région » a également été adopté.

Le séminaire a permis de dégager les enjeux du développement tels qu'identifiés par les femmes parlementaires, en vue de l'avis de l'APF sur le développement durable qui sera déposé au prochain Sommet de la Francophonie au Burkina Faso, à l'automne 2004.

Dans son allocution de clôture du séminaire, la présidente de l'APF, Mme Harel, a souligné l'importance pour les femmes parlementaires de pouvoir se rencontrer régulièrement afin d'échanger sur leurs expériences et leurs défis.

Pour Mme Robert, le déroulement de ce séminaire confirme l'avenir prometteur du Réseau des femmes de l'APF. « La volonté et le besoin d'échanges d'information, d'expériences et de renforcement des communications que nous avons constatés au cours de ce séminaire, constituent un excellent présage de ce que nous pourrons réaliser ensemble dans l'avenir. Le Réseau a précisément comme objectif de favoriser les échanges d'expérience et d'encourager la solidarité entre femmes et parlementaires.»

Notons que la prochaine réunion annuelle du Réseau aura lieu le 6 juillet prochain, à Niamey (Niger), en marge de la XXIX^e Session de l'APF.

Pascale Langlois
Secrétaire administrative adjointe
Section du Québec de l'APF